

Paris, le 08/01/2024
N°1492

COMMUNIQUE DE PRESSE

Lancement d'une mission dédiée à la relance de l'Union des marchés de capitaux sous la prochaine mandature européenne

Bruno Le Maire, ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique a confié à un comité d'experts une mission dédiée à l'approfondissement de l'Union des marchés de capitaux en vue de la prochaine mandature européenne. Ce comité sera placé sous la présidence de Christian Noyer, gouverneur honoraire de la Banque de France. Il sera composé de plusieurs dirigeants expérimentés d'institutions privées ou publiques jouant un rôle clé dans le financement des entreprises dans l'Union européenne.

À l'heure où l'Union européenne fait face au double défi de la transition écologique et numérique, les marchés de capitaux européens sont insuffisamment profonds, liquides et intégrés pour permettre aux Européens de disposer pleinement des conditions de leur autonomie stratégique et d'assurer le financement de leurs entreprises dans les mêmes conditions que leurs principaux compétiteurs. À ce titre, l'Union des marchés de capitaux devra être l'une des priorités pour la prochaine mandature européenne.

Depuis 2015, de nombreux travaux ont été engagés pour développer et intégrer les marchés de capitaux européens. Ils ont abouti à une large révision du corpus réglementaire en matière de services financiers, y compris grâce à l'attention apportée à cet agenda sous la présidence française du conseil de l'Union européenne. Malgré des progrès, les marchés de capitaux européens demeurent insuffisamment développés et profonds, et l'écart vis-à-vis des marchés américains s'est creusé. La capitalisation boursière cumulée y représente 227 % du PIB, contre 81 % dans l'Union européenne.

À ce titre, une nouvelle approche, à la fois ambitieuse et réaliste, doit être explorée, par la France et ses partenaires européens, en se concentrant sur l'adoption d'un nombre limité d'actions réellement transformatrices des conditions de financement des entreprises au sein de l'Union européenne.

Le comité d'experts sera chargé de formuler des recommandations concrètes, qui pourront être portées au niveau européen dans les cinq années à venir. Afin de faire porter cette voix française dans les travaux préparatoires de la prochaine Commission, le gouvernement souhaite s'appuyer sur la richesse et la diversité des acteurs financiers présents en France. Ceux-ci jouent un rôle de premier plan dans l'intermédiation des flux d'investissements financiers dans l'Union européenne, que ce soit en tant qu'opérateurs de plateformes de négociation, gestionnaires d'actifs, investisseurs institutionnels et banques de financement et d'investissement.

La comité rassemblera notamment Robert Ophèle, ancien président de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et président actuel de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), Delphine d'Amarzit, directrice générale d'Euronext Paris et membre du Directoire d'Euronext, Nicolas Calcoen, directeur générale délégué d'Amundi, Anne Pointet, directrice générale adjointe de la Banque privée de BNP Paribas, Frédéric de Courtois, directeur général délégué d'AXA et Bertrand de Mazières, conseiller spécial du président de la Banque européenne d'investissement (BEI). Ils seront chargés d'associer l'ensemble des parties prenantes actives en France et en Europe sur les problématiques liées aux marchés de capitaux.

Bruno Le Maire, ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique a déclaré : *« La transition écologique et la réindustrialisation requièrent aujourd'hui des besoins d'investissements historiques. L'Europe ne pourra relever ce défi sans mobiliser massivement l'épargne privée. Nous devons donc constituer une véritable équipe d'Europe de l'épargne et de l'investissement. L'objectif de ce comité sera de contribuer à nourrir un plan d'actions européen en ce sens »*

Christian Noyer, gouverneur honoraire de la Banque de France, et président du comité, a déclaré : *« L'Union des Marchés de Capitaux est souvent reconnue comme une priorité dans la poursuite de la construction de l'Europe financière, en permettant une allocation plus efficace de l'épargne abondante dont nous disposons au financement de notre économie. Il faut identifier des actions concrètes et structurantes qui permettent d'avancer rapidement »*.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire - 01 53 18 41 13 - presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr